

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 21/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SNTP

ZI de la Plaine
42240 Saint-Paul-en-Cornillon

Références : UID4243-EAR-23-097
Code AIOT : 0010500133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement SNTP implanté ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNTP
- ZI de la Plaine 42240 Saint-Paul-en-Cornillon
- Code AIOT : 0010500133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société SNTP est situé zone industrielle de la Plaine à Saint-Paul-en-Cornillon. Il se trouve en bordure de la Loire et à proximité d'habitations.

Il est constitué par 3 bâtiments :

- un bâtiment principal au Sud abritant les deux ateliers de teinturerie (ancien et nouveau) et le local de la chaufferie (gaz). Ce bâtiment possède un sous-sol (inondable) où est stocké du matériel divers (anciennes pièces d'autoclaves, etc...)
- un bâtiment destiné aux stockages des matières premières (fils en bobines essentiellement)
- un bâtiment au Nord en grande partie désaffecté (effondrement de la toiture).

La société SNTP emploie 13 personnes.

La société SNTP exerce une activité de teinture sur fils sur le site depuis 1985.

Le fil arrive soit sous forme d'écheveaux (traité par l'atelier ancien), soit sous forme de bobines et peut subir trois types de traitement suivant les besoins : le décreusage (élimination du grès généralement présent dans la soie par des solutions de savons et d'agents alcalins), le blanchiment (passage dans une solution alcaline et d'eau oxygénée), la teinture (par l'intermédiaire de machines ouvertes à immersion, de machines capotées par ruissellement et d'autoclaves sous pression), le séchage (séchoirs à vapeur 75° C).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les EPI ne semblent pas être utilisés lors de la manipulation des produits chimiques, les étiquettes ne sont pas complètes sur certains emballages, une rétention béton est abîmée au niveau de la partie écheveaux, les acides et les bases sont stockés trop proches les uns des autres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Tous les emballages commerciaux sont revêtus d'une étiquette mais celle-ci n'est pas toujours complète. Pour les liquides dans la partie cônes et bobines : les étiquettes des bidons d'eau oxygénée, acides et bases, et les étiquettes des fûts de solutions anioniques et cationiques comportent bien les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. L'étiquetage est en français. Dans le local contenant les poudres de colorant, certaines étiquettes sont incomplètes : -le vert brillant « somathrene » est revêtu d'une étiquette qui ne mentionne que le nom du produit. La raison invoquée est que le produit a été livré il y a une dizaine d'année. -le rouge « alpafix », plus récent est muni d'une étiquette qui n'est pas en français.
Observations : L'exploitant devra ajouter sur chaque emballage, une étiquette comportant les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence dans un délai de un mois. Il enverra un justificatif à l'inspection
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Les FDS sont bien disponibles sur le site, en français. Pour le H2O2, des extincteurs se trouvent à proximité, la ventilation semble suffisante, les travailleurs utilisent les bidons commerciaux qui sont munis d'une étiquette mentionnant les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence. Pour les colorants, des extincteurs se trouvent à proximité, . L'inspection n'a pas vu de gants et lunettes, ni à proximité des produits , ni sur le travailleur croisé dans le local des poudres de colorants.
Observations : Les EPI mentionnés sur les FDS devront être disponibles et utilisés par ceux qui manipulent les produits chimiques. L'exploitant enverra un justificatif de la mise à disposition des EPI (gants et lunettes) à proximité des produits chimiques et veillera à l'utilisation de ces EPI par les travailleurs qui manipulent les produits chimiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Les acides, les bases et l'eau oxygénée sont stockés sur des rétentions plastiques, de volume insuffisant mais cette rétention est-elle même posée sur une surface bétonnée sur laquelle tous les effluents liquides coulent dans un regard qui les dirigent dans le bassin tampon à l'extérieur de l'établissement, dans lequel ils sont analysés et traités si besoin. Les bidons de solutions anioniques et cationiques sont sur une aire bétonnée séparée du reste de l'usine par un muret en béton faisant office de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Les acides et bases sont sur des rétentions plastiques, les solutions anioniques et cationiques sur des rétentions en béton en bon état. Le béton formant rétention dans la partie écheveaux est abimée au niveau de l'évacuation.
Observations : Le béton devra être réparé dans la partie écheveaux au niveau des grilles d'évacuations des effluents dans un délai de 2 mois. L'exploitant enverra un justificatif à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Les acides et bases sont stockés sur des rétentions différentes mais très proches l'une de l'autre et de volume insuffisants.
Observations : L'exploitant déplacera les bases dans un secteur différent et enverra un justificatif à l'inspection dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise un inventaire chaque année et tient un état des stocks de chaque substance sur des fiches.
Observations : L'exploitant informatisera son état des stocks pour y avoir accès en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet